



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2887  
1er décembre 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

## **Loi immigration, violences d'extrême droite**

# **Halte au racisme et à la xénophobie !**



**Israël-Palestine**  
**Oppression  
et guerre sans fin**

Pages 8 et 9

**Aéroports**  
**Les travailleurs  
réagissent**

Page 13

**Chômage**  
**Les attaques  
continuent**

Page 4

**Leur société**

- Extrême droite : la violence et ceux qui la suscitent 3
- Romans-sur-Isère : le mépris social d'une élue 3
- Jeux Olympiques : pas de repos pour l'exploitation 3
- Chômage : les attaques continuent 4
- Emploi des handicapés : nouvelle arnaque en vue 4
- Prix : la prétendue baisse ne rassure personne 5
- Beauvais : enfants à la rue 5
- Banques alimentaires : à l'heure de la pauvreté croissante 5
- Vendre ou « dévendre » : voilà la question 5
- Taxe d'habitation : dès le berceau ? 6
- Dussopt au tribunal : changer l'eau en euros 6
- NovoNordisk : la soif de profit 7
- Milliardaires : merci papa ! 7
- Loi Darmanin : Français, immigrés, une seule classe ouvrière 16

**Dans le monde**

- Israël-Palestine : une trêve, mais pas la fin de la guerre 8
- Des milliers de Palestiniens en prison 8
- Gaza : barbarie d'État 9
- Colonisation sans frein en Cisjordanie 9
- Qatar : une carte dans les mains des États-Unis 10
- Irlande : derrière l'émeute, la crise sociale 10
- Environnement : la COP est pleine 11
- États-Unis : misère en hausse, espérance de vie en baisse 11
- Suremballage, mer de plastique : cloaque capitaliste 11
- Accidents du travail : l'exploitation tue 16

**Dans les entreprises**

- Nettoyage d'Argenteuil-Bezons Habitat 12
- Emmaüs Saint-André-lez-Lille 12
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 12
- Aéroport de Roissy : une réponse aux menaces de licenciement 13
- ADP : pour l'amour du sport, vraiment ? 13
- Air France - Orly 13
- Ampere - Renault Group 14
- Hutchinson Chalette-sur-Loing 14
- Stellantis - Rennes 14
- Centre Pompidou 14
- Habitat 15
- Timac - Tonnay-Charente 15

# Halte au racisme et à la xénophobie !

N'importe quel crime, n'importe quel drame est instrumentalisé par les démagogues de droite et d'extrême droite pour alimenter les préjugés anti-immigrés et anti-musulmans, de plus en plus présents dans notre société.

Pour ces gens-là, ce serait la faute des Arabes si des délinquants poignardent des jeunes dans un bal de campagne et tuent Thomas, 16 ans. Pour les mêmes, ce serait la faute des musulmans s'il y a une recrudescence des actes antisémites et si un jeune fanatisé assassine un enseignant.

L'extrême droite accuse en permanence les immigrés, leurs enfants et petits-enfants de détester la France, la liberté, l'égalité et la fraternité. Ces amalgames racistes sont odieux. Comme si la délinquance, les vols, la drogue ou le terrorisme étaient nés avec l'immigration et étaient propres à une communauté particulière !

Il y a bien des violences dans la société. Une des plus fréquentes est perpétrée au sein du foyer familial. Une femme est tuée tous les trois jours. Cette violence-là détruit des enfants et des familles entières mais, comme elle n'entre pas dans le schéma raciste et communautariste de l'extrême droite, celle-ci s'en moque.

La violence de certains jeunes délinquants existe, bien sûr, et elle contribue à pourrir la vie des classes populaires. Sur un point de deal, un guetteur de 16 ans peut gagner plus que son père ou sa mère auxiliaire de vie, agent d'entretien ou cuisinier.

C'est de l'argent facile et sans principe. Mais c'est à l'image de la façon dont tout le système capitaliste fonctionne, avec l'appât du gain et l'enrichissement extravagant d'une toute petite minorité de grands bourgeois sur le dos des exploités condamnés à la précarité et à la pauvreté.

Oui, la société produit des bandes de jeunes de 15, 18 ou 20 ans, qui vivent selon leurs propres règles en fonction du rapport de force, en maniant les provocations et la violence.

Cette déshumanisation fait partie des pires maux de la société, et il faut la combattre. Pour y parvenir et offrir une vraie perspective à la jeunesse, il faut remettre en cause les mécanismes à la base de la société capitaliste : l'exploitation, la domination par l'argent et la mise en concurrence des travailleurs.

À l'inverse, les défenseurs du système bourgeois entretiennent un climat de « guerre de civilisations ». C'est le cas de l'extrême droite et de ses perroquets, à droite et au gouvernement. C'est aussi le cas des organisations intégristes

qui prêchent la guerre sainte au point d'inciter des jeunes en rage contre la société à vouloir entrer au panthéon des djihadistes et se transformer en terroristes.

Du côté de l'extrême droite, on a vu des assassins en puissance se manifester le week-end des 25 et 26 novembre à Romans-sur-Isère, avec l'expédition punitive tentée par quelques dizaines d'apprentis nazis contre un quartier populaire et immigré et les nombreux appels à des expéditions punitives.

Le même danger se manifeste dans d'autres pays. En Irlande, une émeute d'extrême droite a ciblé un quartier immigré. Aux Pays-Bas, le politicien Geert Wilders, islamophobe revendiqué, est arrivé en tête des élections législatives. En Hongrie, en Italie et en Slovaquie, l'extrême droite est au pouvoir. En Allemagne, elle pèse de plus en plus lourd.

C'est dans ce climat sordide que le projet de loi Asile et immigration arrive à l'Assemblée nationale. Porté par Darmanin, il réduit le droit des étrangers à l'Aide médicale, complique leur régularisation, quand bien même ils travaillent ici depuis des années dans les cuisines des restaurants, sur les chantiers, dans l'aide à la personne ou la sécurité. Et alors que tous enrichissent leurs patrons et paient des cotisations sociales, les allocations familiales et logement leur seraient refusées pendant cinq ans.

Au-delà de l'attaque qu'elle constitue contre les immigrés, cette loi va conforter la xénophobie. C'est un grave danger pour le monde du travail, composé de femmes et d'hommes de toutes origines et de toutes croyances. Il n'est pas rare que 5, 10 ou 20 nationalités se côtoient dans une même entreprise. Les amalgames, les préjugés, la suspicion et la défiance mutuelle ne peuvent conduire qu'à la division et à la paralysie face aux attaques patronales.

La propagande contre les immigrés sert à masquer la domination de classe. Elle cache le responsable de l'évolution catastrophique, barbare, de la société : le grand patronat.

Alors qu'à l'échelle de la planète, les travailleurs de différentes origines sont de plus en plus mêlés, alors que la crise et les guerres condamnent de plus en plus de femmes et d'hommes à l'exil, les démagogues veulent nous opposer les uns aux autres. Ne les laissons pas nous intoxiquer. Les seuls ennemis des travailleurs sont leurs exploités, les capitalistes !

Nathalie Arthaud



## Extrême droite : la violence et ceux qui la suscitent

Les 25 et 26 novembre, plusieurs dizaines de nazillons venus de tout le pays ont défilé dans le quartier de la Monnaie, à Romans-sur-Isère, pour en découdre avec ses habitants.



Armés de barres de fer et de battes de baseball, ils prétendaient venger le jeune Thomas, tué lors d'une rixe à la fin d'un bal dans le village proche de Crépol.

Sous prétexte que certains suspects de ce meurtre venaient du quartier populaire de la Monnaie, des appels à la vengeance ont circulé sur les réseaux sociaux. Derrière le slogan anodin « Justice pour Thomas », d'autres étaient ouvertement racistes et xénophobes, comme « L'islam hors d'Europe », « Bleu blanc rouge, la France aux Français » ou encore « Chassons la racaille ». Des appels à de véritables expéditions punitives ont été lancés sur des groupes WhatsApp : « Il faut s'en prendre à leurs mères et leurs grands-mères », « Il faut leur tendre des embuscades » !

Si la majorité des habitants de ce quartier ne pouvaient qu'être terrorisés par de tels appels, certains se sont défendus en neutralisant un des agresseurs. La police s'est interposée, arrêtant plusieurs de ces jeunes nervis, dont six ont été condamnés à de la prison

ferme. Darmanin, ministre de l'Intérieur, a déclaré « qu'il ne laissera aucune milice faire la loi à la place des procureurs de la République et des policiers » et annoncé son intention de dissoudre trois des groupuscules d'extrême droite impliqués dans cette descente.

Faire confiance à Darmanin ou à la police pour être protégé contre ces petites frappes d'extrême droite, c'est compter sur des incendiaires pour éteindre l'incendie. Si ces nazillons, quelque 3 000 dans le pays, se sentent autorisés à parader, à agresser des supporters du Maroc à Paris ou à Nice après un match France-Maroc, à attaquer une conférence de soutien aux Palestiniens à Lyon, c'est parce qu'ils sont encouragés par le climat entretenu depuis des mois par les politiciens et une grande partie des médias sur le terrain anti-immigrés et anti-musulmans. La démagogie raciste et le soutien implicite à de tels actes ne sont pas l'apanage de Zemmour, Le Pen ou autre figure de l'extrême droite. Interrogé

après les événements de Romans, Éric Ciotti, président du parti LR, a ainsi refusé de les condamner, répondant qu'il réservait sa compassion à la famille de Thomas. En parlant d'un risque « de basculement de la société », le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, a contribué lui aussi à transformer un drame malheureusement banal, une rixe mortelle lors d'un bal de campagne, en un prétendu choc de société. De son côté, Darmanin brandit ses origines pour affirmer qu'il ne peut pas être raciste, mais multiplie les surenchères contre les travailleurs immigrés pour faire passer sa loi Asile et immigration.

Darmanin peut bien dissoudre ces groupes identitaires, ils se reconstitueront, et il favorise leur activité en alimentant sans cesse la démagogie sur laquelle ils prospèrent. Quant à la police, supposée protéger la population contre les sbires d'extrême droite, elle est elle-même gangrenée par les préjugés racistes. Non seulement on sait qu'elle vote majoritairement pour l'extrême droite, mais on apprend que les crapules qui ont paradé à Romans détenaient une liste de suspects du meurtre de Thomas, avec noms et adresses. C'est à croire qu'ils auraient eu des sources du côté de la gendarmerie ou de la police, les seuls ayant normalement accès aux dossiers. Le développement de ce genre de groupe de frappes d'extrême droite est un danger pour tout le monde du travail. Pour y remédier, il ne doit compter que sur ses propres forces et s'organiser sur son propre terrain.

Xavier Lachau

## Romans-sur-Isère : le mépris social d'une élue

Marie-Hélène Thoraval, la maire LR de Romans-sur-Isère, conseillère régionale sur la liste de Laurent Wauquiez, a déposé sa petite crotte de mépris social devant les caméras de télévision.

Alors que ce sont des petits nazis qui sont venus dans le quartier populaire de la Monnaie pour commettre des violences, elle s'est contentée de condamner vaguement « quelque forme de violence que ce soit, qu'elle soit d'un côté ou de l'autre »... Elle s'est ensuite empressée de reprendre avec gourmandise l'expression « ensauvagement » prononcée par Elisabeth Borne pour déverser son fiel contre les habitants du quartier. Comme d'autres politiciens de son monde, cette élue, qui ne connaît pas les fins de mois difficiles, appelle « à mettre les parents de délinquants face à leurs responsabilités ».

Les habitants de la Monnaie sont dans l'immense majorité des travailleurs, en activité, à la retraite, au chômage, ou alternant des petits boulots précaires : ouvriers, agents d'entretien, soignants, aides à domicile, techniciens, téléconseillers, travailleurs de

la logistique... Ils font partie de la classe ouvrière, sans laquelle aucune entreprise et aucun service public ne fonctionnent, et ils créent les richesses de la société.

Pourtant la maire les considère comme des assistés, sinon des délinquants, quand elle évoque « 150 millions d'euros injectés dans le quartier depuis 2014 ». On sent que devoir construire des crèches, des écoles ou rénover des bâtiments vieillissants, dans ce quartier ouvrier et immigré, lui fait mal au ventre. C'est pourtant le minimum.

En fait, elle ne s'intéresse à ce quartier que pour sa démagogie électorale. Son fonds de commerce est de mettre des caméras de vidéosurveillance ou un numéro de téléphone « Allô Mme le Maire » pour signaler les incivilités... tout en expulsant les syndicats de la Maison des syndicats, propriété de la commune.

Correspondant LO



## Jeux Olympiques : pas de repos pour l'exploitation

Un décret de la Première ministre et du ministre du Travail, adopté le 24 novembre, permettra au patronat des entreprises impliquées dans l'organisation et la diffusion des Jeux Olympiques de suspendre le repos hebdomadaire de leurs salariés pendant un mois l'été 2024.

Déjà, une loi relative aux JO adoptée en mai ouvrirait la possibilité de suspendre le repos dominical. Les salariés ainsi privés de repos étaient censés être « volontaires », ce qui signifie souvent devoir se soumettre à un chantage de leur employeur. Mais, dans le nouveau décret, toute trace de volontariat a

disparu : seuls les patrons décideront.

Ce que le gouvernement présente comme une grande fête populaire va donc reposer sur les épaules de salariés dont les droits, comme celui de se reposer une fois par semaine, seraient sacrifiés. À la sueur des athlètes se mêlera celle des premiers

de corvée, soutiers des transports, de la santé, de la restauration, etc., qui font tout fonctionner en région parisienne. Les bénéficiaires iront en revanche aux grandes entreprises du bâtiment, ainsi qu'aux bourgeois petits et grands possédant hôtels, restaurants ou logements dont les prix vont flamber.

Pour cette grande fête olympique, les travailleurs sont invités à ne pas ménager leurs efforts, puisque de toute façon leurs moyens ne leur permettront pas d'assister aux épreuves ! Alors, nul doute que ce premier décret antiouvrier sera suivi d'autres.

Lucien Déroit

## Chômage : les attaques continuent

**Le gouvernement trouve que la remise en cause des droits des travailleurs menacés par le chômage, décidée par le patronat dans un nouvel accord de l'Unedic signé par certains syndicats, ne va pas assez loin. Il a donc annoncé le 27 novembre son refus de l'entériner et exige des sacrifices supplémentaires.**

Pourtant l'accord en question n'y va pas de main morte, puisqu'il rabote déjà les droits d'indemnisation des travailleurs de plus de 55 ans, ramenant leur durée à 24 mois au lieu de 27 depuis février. C'est encore trop aux yeux du gouvernement qui souhaite l'aligner sur la durée maximum de 18 mois des autres catégories. Les plus de 55 ans, les premiers licenciés, qui restent le plus longtemps sans emploi et basculent le plus vers le RSA, sont donc visés. Avant les remises en cause successives, les plus

de 55 ans avaient droit à 36 mois d'indemnisation, tandis que les patrons licenciers risquaient une petite sanction financière.

La guerre ne s'arrête pas là, puisque les ministres se succèdent pour expliquer que les ruptures conventionnelles, 500 000 l'an passé, sont trop nombreuses. Ces accords dits à l'amiable entre patron et travailleur permettent de mettre fin au contrat de travail avec une petite indemnisation pour le travailleur et, surtout, la possibilité pour ce dernier de toucher l'indemnisation

chômage. Bien sûr, la rupture conventionnelle permet également aux employeurs de se débarrasser en douceur de travailleurs.

Mais pour le gouvernement, au nom des intérêts généraux de la classe capitaliste, la pression contre tous les travailleurs doit s'intensifier. Arriver à ce que ceux-ci baissent la tête et se soumettent sans conditions est son objectif. Il y a déjà eu la fin des droits au chômage pour les travailleurs « absents de leur poste de travail sans motif reconnu », considérés comme démissionnaires, qui va entrer en vigueur et menacer des centaines de milliers de salariés, sans parler des baisses de durée d'indemnisation et des nouveaux calculs des droits qui excluent de

nombreux travailleurs.

Macron et ses ministres rêvent de femmes et d'hommes soumis à la dictature patronale et à sa loi du profit. Leur mépris et leur arrogance sans limites finiront par provoquer la levée en masse qui balayera leur système.

Paul Sorel



MARTA NASCIMENTO-REA

### Rassemblement contre le chômage et la précarité

Le samedi 2 décembre, depuis plusieurs années à la même époque, différentes organisations de chômeurs appellent à un rassemblement pour

s'élever contre le chômage et la précarité. Cette année, elles diront non à la loi Plein emploi et aux attaques contre les chômeurs.

**Ce rassemblement se tiendra à 14 heures à Paris, devant le 3, boulevard Diderot, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement.**

**Il sera suivi d'une marche vers l'Unedic situé 4, rue Traversière.**

## Emploi des handicapés : nouvelle arnaque en vue

**À l'occasion de la 27<sup>e</sup> semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, le ministre de l'Emploi et la secrétaire d'État au Handicap ont réaffirmé les mesures contenues dans le plan Plein-Emploi, voté le 14 novembre.**

Contrairement aux franchises et brutales attaques du plan contre les travailleurs, l'enrobage des mesures concernant les personnes handicapées se veut progressiste. Il y a d'abord quelques mesures permettant aux personnes travaillant dans les ESAT (Établissements ou services d'aide par le travail) d'avoir le droit de se syndiquer, de faire grève et de bénéficier de quelques autres droits de base. Mais, quoiqu'ils travaillent bien souvent pour des entreprises privées, directement ou en sous-traitance, quoiqu'ils soient exploités comme tous les prolétaires, ces travailleurs en ESAT n'auront toujours pas le statut de salariés et resteront des citoyens de seconde zone.

L'élargissement de la notion de travailleur handicapé est censé bénéficier à une catégorie de travailleurs non encore reconnus. Peut-être, mais elle bénéficiera surtout aux employeurs, qui rempliront ainsi plus facilement leur quota de 6 % de personnes

handicapées dans les entreprises dépassant 20 emplois. Aujourd'hui, ce taux n'atteint que 3,5 % en moyenne, bien des employeurs préférant payer une amende que de trouver des postes adaptés... y compris aux ouvriers qu'ils ont eux-mêmes conduits à l'accident et au handicap. De façon générale, les dispositions gouvernementales en cette matière ne contiennent aucune autre contrainte que ce taux de 6 %, en principe obligatoire.

Enfin, et c'est là qu'est le coup bas, le gouvernement se prononce pour que le plus grand nombre possible de handicapés, voire tous, entrent dans les entreprises, comme tout le monde. Leur recensement et leurs recherches d'emploi seront désormais pilotés par France Travail et non plus seulement par les institutions spécialisées. Quoi de mieux en effet que d'abolir cette distinction, d'ailleurs toute relative, entre ceux qui sont handicapés et les autres ?



DR

Mais ni les entreprises, ni la société, ni le gouvernement, ni l'État ne sont conduits par l'intérêt général, et l'intégration des handicapés dans le droit commun a toutes les chances de conduire à une détérioration de leurs conditions de vie, faute de moyens. Ce ne serait pas la première fois que des mesures prétendument humaines masqueraient un sordide calcul. Ainsi, lorsque l'État a décidé de sortir les malades mentaux des asiles et de fermer ces institutions quasi carcérales faute de moyens suffisants, bien des malades ont été abandonnés,

semi-clochards échouant en prison ou mourant au coin d'une rue.

L'État a aussi proposé d'intégrer les enfants handicapés aux classes communes, mesure qui serait d'évidence dans une société humaine. Mais, comme celle-ci ne l'est pas, nombre d'enfants restent sur le bord du chemin faute de personnel pour les aider. L'intégration des handicapés dans le monde commun du travail, sans moyens, sans contrainte vis-à-vis des employeurs, sans contrôle, produira le même genre de situation, si ce n'est de catastrophe. Ils seront

laissés à eux-mêmes, sans travail, donc sans ressources et sans milieu, et leur famille continuera à vivre avec la même question : que deviendront-ils quand les parents ne seront plus là ?

Les médias montrent certes des travailleurs handicapés parfaitement intégrés, mais ils sont une toute petite minorité. Pour la majorité, les mesures gouvernementales se réduiront comme toujours à une démagogie sans moyens rendant finalement la vie un peu plus difficile pour les travailleurs et leurs familles.

Paul Galois

## Prix : la prétendue baisse ne rassure personne



En octobre 2023, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % sur un mois et de 4 % sur un an, annonce l'Insee. Pour comparaison, en octobre 2022, ils avaient augmenté de 1 % sur un mois et de 6,2 % sur un an.

Loin des indices statistiques indiquant un tassement des hausses de prix, les travailleurs et les familles populaires ne voient aucun soulagement à l'horizon.

Les arbitrages sur les dépenses et les privations sont devenus le quotidien de bien des familles populaires. En ce début d'hiver, avec le froid, la consommation d'électricité et de gaz redevient ainsi un enjeu. Les tarifs réglementés ont été augmentés de 25 % pour l'année 2023 et une prochaine augmentation de 10 % est annoncée au 1<sup>er</sup> février prochain. Les factures de rappel des fournisseurs d'énergie aux particuliers pour l'année en cours vont d'une centaine d'euros à parfois

plus de mille. Les logements les plus vétustes, les moins entretenus, les « passoires thermiques », ont droit aux factures les plus lourdes. En conséquence, on se chauffe moins, ou plus du tout.

Le racket opéré sur les classes populaires, bien mal dissimulé par le « bouclier énergétique » du gouvernement, est particulièrement scandaleux au regard des tarifs avantageux dont profitent les grandes entreprises. Il faut y ajouter les subventions publiques, comme ce fonds de 70 millions d'euros géré par BPIFrance sous le label Garantie électricité renouvelable, qui garantit un prix stable de l'électricité pour vingt ans aux entreprises

qui s'engagent à utiliser de l'énergie verte. Ainsi l'usine Stellantis de Poissy va maintenir le travail de nuit dans les seuls secteurs du Ferrage et de la Peinture, gros consommateurs d'énergie, car EDF paie l'entreprise pour l'inciter à produire lors des heures creuses, dont le tarif est très avantageux.

Dans cette société, il en va de l'électricité comme du reste : la flambée des prix, même si elle exacerbe la guerre entre capitalistes, est d'abord une arme contre les travailleurs et les familles populaires. Et, malgré les prévisions de cartomancienne de Borne qui, en juin dernier, affirmait que l'on avait passé le pic de l'inflation, malgré les statistiques officielles, l'envolée des prix continue d'essorer le porte-monnaie de plus en plus tôt dans le mois. Ainsi la hausse des prix de la pomme de terre, constatée par chacun, vient d'être confirmée par l'Insee : le filet de 1 kg est passé sur un an de 1,70 euro à 2,09 euros, une hausse de 23 % qui se situe légèrement au-dessus de la hausse officielle des prix de l'alimentaire sur les deux dernières années.

Pour faire face, une augmentation générale et uniforme, de 400 à 500 euros par mois sur les salaires, les pensions et les allocations serait indispensable, de même que leur indexation sur l'augmentation réelle des prix.

**Boris Savin**

## Banques alimentaires : à l'heure de la pauvreté croissante

La collecte organisée par les banques alimentaires du 24 au 26 novembre a montré des résultats stables, se félicite leur directrice. Effectivement, face à la hausse des prix et à la baisse du budget des ménages populaires, le risque était grand de ne pouvoir répondre à la demande.

Les banques alimentaires partagent les dons reçus entre 6 000 associations, qui répondent aux besoins des 2,4 millions de personnes pour lesquelles cette aide est indispensable, dont le nombre augmente très

rapidement. En avril dernier, elles étaient 16 % à déclarer ne pas manger à leur faim, un chiffre en progression de quatre points en cinq mois. Les enfants ne sont pas épargnés par la sous-alimentation, puisque 136 000 de ceux âgés de 0 à 3 ans dépendent de l'aide alimentaire.

Les résultats de la collecte montrent que, malgré les difficultés économiques que peuvent rencontrer de plus en plus de gens, leur générosité n'a pas faibli. Pourtant, dans un des pays les plus riches du monde, le recours à des banques alimentaires

ou à des organismes caritatifs ne devrait pas être nécessaire. Mais il va de pair avec la politique de l'État, qui verse des centaines de milliards d'argent public à des parasites comme les familles Dassault, Mulliez, Bettencourt et les capitalistes en général, qui s'enrichissent déjà par l'exploitation de leurs salariés. C'est pourquoi l'État laisse un nombre toujours croissant de travailleurs sombrer dans la pauvreté, même lorsqu'ils ont un travail, au point de souvent devoir recourir à la charité.

**Marianne Lamiral**

## Enfants à la rue à Beauvais

Le 21 novembre, à Beauvais, la Journée internationale des droits de l'enfant était l'occasion d'un rassemblement organisé par Solidarité Migrants Oise, au cours duquel on a pu entendre plusieurs témoignages.



Un migrant parti du Congo est passé par la Grèce, où il a obtenu ses papiers, avant de venir en France pour y travailler et fonder une famille. Il fait l'objet d'une OQTF (Obligation de quitter le territoire français), car les papiers de régularisation grecs ne passaient pas la frontière ! Pourtant, concluait-il : « On travaille ici et, s'il y a la guerre, la France nous accueillera sans problème pour aller dans les tranchées ».

Une jeune fille, qui était

hébergée dans un foyer géré par l'ASE (Aide sociale à l'enfance), majeure depuis juillet, en a été chassée en application de la loi. Depuis, elle vit dans la rue, attendant chaque soir au rendez-vous du Samu social d'obtenir un hébergement et un peu de nourriture.

À Beauvais règne la famille des milliardaires marchands d'armes Dassault, qui fournit des députés à la ville depuis 1958. Mais tout le monde ne peut pas réussir...

**Correspondant LO**

## Vendre ou "dévendre", voilà la question

Une série de spots publicitaires de l'Ademe (l'agence gouvernementale « pour la transition écologique ») a déclenché une polémique avec les organisations patronales du commerce.

Les spots mettent en scène des « dévendeurs » qui conseillent d'acheter des vêtements de seconde main et d'arrêter la surconsommation. Du coup, commerçants et industriels, qui comptent sur la période des fêtes de fin d'année pour remplir leur tiroir-caisse, ont demandé le retrait de cette campagne publicitaire. Le ministre de l'Économie a pris leur parti, alors que celui de l'Écologie

défendait timidement le droit à « se demander si tous les achats sont utiles vu les enjeux de transition écologique ».

Quant aux familles populaires, qui consomment moins, non pas par choix mais par contrainte, elles sont le cadet des soucis des ministres, des publicitaires et des patrons. Les choix essentiels sur ce qui est produit, où, comment et dans quelles conditions, sont faits en fonction des intérêts capitalistes. Autant dire qu'une consommation « durable », « responsable », etc. est, dans ce monde, aussi crédible que la descente du père Noël par la cheminée.

**Lucas Pizet**

## Taxe d'habitation : dès le berceau ?

Ces derniers jours, de nombreuses personnes, dont des étudiants pauvres, et même des enfants, ont reçu des avis de taxe d'habitation leur réclamant plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'euros. Il s'agirait d'une erreur de l'administration.



Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, affirme que ce n'est rien, que tout sera rétabli dans les plus brefs délais, sans aucune démarche. Du côté des Finances publiques, les

syndicats dénoncent la campagne de déclaration des biens immobiliers mise en place en début d'année. La taxe d'habitation sur les résidences principales a été supprimée en 2022, mais

pas celle sur les résidences secondaires. Selon le syndicat Solidaires, l'immense pagaille de la déclaration a provoqué des situations pour le moins étonnantes, comme ces étudiants, rattachés au foyer fiscal de leurs parents, à qui l'administration réclame des centaines d'euros pour leur logement étudiant, considéré comme une résidence secondaire... Les agents des impôts, déjà en sous-effectif en temps normal, avaient dû gérer jusqu'en août la complexité de la déclaration, l'impossibilité de la faire sur papier, et les nombreuses demandes des petits propriétaires. Ils croulent maintenant sous les réclamations.

Le gouvernement, malgré sa volonté affichée de simplification, ne sait que provoquer la pagaille. Après des années de baisses d'effectifs et de moyens, il se retrouve incapable de gérer ses propres mesures.

Camille Paglieri

## Dussopt au tribunal : changer l'eau en euros

Le ministre du Travail, Olivier Dussopt, siège pour quelques jours, jusqu'au 30 novembre... au Palais de justice de Paris, jugé pour favoritisme dans une affaire d'attribution de marché public.

En l'occurrence, il s'agit d'une délégation du service public de l'eau à une compagnie privée. Le ministre est accusé, alors qu'il était le maire d'Annonay en Ardèche, d'avoir transmis les documents permettant de truquer cette attribution à ses amis et protégés, les patrons de la Saur. Celle-ci est l'une des grandes compagnies privées qui trustent en France le traitement de l'eau pour les communes et agglomérations. Ce procès aura longtemps attendu, les faits remontant à 2009-2010, et ce très long sursis lui a permis de passer de maire à ministre.

Ce n'est ni la première ni la dernière fois qu'un maire ou président d'agglomération se fait épingler pour le même motif. Il faut dire que les bénéfices escomptés par ces compagnies de traitement de l'eau, qui trustent cette activité, en font une poule aux œufs d'or. Le racket ainsi pratiqué aux

dépens des usagers, population travaillante en première ligne, annonce des bénéfices plus que confortables. L'arrangement entre les patrons de ces compagnies et un élu pour qu'il se montre compréhensif est devenu une habitude. L'affaire la plus célèbre, du fait de la condamnation de

l'élu pris la main dans le sac pour avoir servi cette fois la Lyonnaise des eaux, avait été celle de Carignon. Ce maire de Grenoble et chef de file régional de la droite avait écopé de quatre ans de prison ferme, condamnation tout à fait inhabituelle pour ce type de délinquant à l'écharpe.

Évidemment, ces élus qui ont servi la soupe à des grands groupes capitalistes en échange de quelques retours doivent l'avoir mauvaise, comme on dit. Car les grandes compagnies corruptrices qui prospèrent sur le service de l'eau ne sont jamais poursuivies ni mises en cause pour leurs trafics. Pour la justice bourgeoise, il est dans l'ordre des choses de ne pas s'attaquer aux chefs de gang. Quant à Dussopt, cette affaire est l'occasion de mesurer l'arrogance et le culot du petit personnel de la bourgeoisie, dont il fait partie. Il se permet de faire la leçon aux travailleurs jetés à la rue en les traitant de « profiteurs », tout en leur promettant la misère comme seul avenir.

Paul Sorel



JEAN-MICHEL SCOT

## Sil rouge

### Éducation

En 2020, le ministre de l'Éducation nationale du premier quinquennat Macron, l'inénarrable Blanquer, avait monté une petite opération politique pour s'inventer un soutien parmi les lycéens. Son administration avait généreusement déboursé 63 000 euros pour permettre à quelques jeunes gens de lancer une association, l'Avenir lycéen, susceptible de promouvoir la pensée Macron-Blanquer.

Les lycéens en question ont appliqué au pied de la lettre la morale de

leurs aînés : les 63 000 euros sont partis en notes d'hôtels, de restaurants et de boîtes de nuit sans que jamais l'association ne voie le jour. Les gastronomes en culotte courte se sont donc retrouvés devant le tribunal de Paris le 24 novembre, pour abus de confiance.

Blanquer, abuseur en chef et donneur d'ordres, n'a évidemment pas été inquiété et s'est depuis reconverti en professeur de droit à l'Université. Recruté sur titre, ou pour son expérience professionnelle ?

### Rédemption

Jérôme Cahuzac a connu sa minute de célébrité en mars 2013 lorsque, ministre du Budget chargé de lutter contre la fraude fiscale mais accusé d'avoir un compte en Suisse, il avait nié ce fait devant les députés, la presse et l'ensemble de l'opinion publique. La vérité ayant éclaté quelques jours après, il avait dû démissionner. Puis Cahuzac avait été condamné à de la prison ferme pour d'autres délits financiers.

Il revient aujourd'hui, prétendant que la faute et sa réparation lui donnent

toutes les qualités morales pour représenter désormais l'honnêteté en politique. Et d'ajouter que les autres, ceux qui gouvernaient de son temps et ceux qui gouvernent aujourd'hui, ne valent pas mieux que lui.

C'est très probable, comme le démontre la longue litanie des mises en cause de ministres, députés et sénateurs, allant de la prise illégale d'intérêt à la tentative de viol. Pas de quoi pourtant justifier les prétentions, et la prétention, d'un Cahuzac.

### Fumigation

Le prix du paquet de cigarettes va augmenter en janvier prochain, et le gouvernement prévoit de lui faire atteindre 13 euros à la fin du quinquennat.

Il prétend ainsi lutter contre ce fléau qu'est le tabagisme. Pourtant, force est de constater que de telles hausses, pratiquées depuis des années, n'ont pas suffi à le faire reculer.

Mais, les taxes représentant 80 % du prix des cigarettes, l'État encaisse des milliards... qu'il redistribue aux capitalistes, dont les industriels du tabac.

Le tabac est un poison mortel, mais c'est aussi une bonne affaire. Quant à ses victimes, ce n'est ni le problème du gouvernement, ni celui des multinationales du tabac.



PATRICK LAVAUD-NR

## Novo Nordisk : la soif de profit

**Jeudi 23 novembre, Macron et son ministre délégué à l'Industrie se sont rendus à Chartres, en Eure-et-Loir, fiers d'annoncer l'investissement record du laboratoire danois Novo Nordisk : 2,1 milliards d'euros. Le président pavoise car, pour lui, il s'agit là du résultat de sa politique de « réindustrialisation ».**

Après avoir bouclé la zone et mis à l'écart les syndicalistes venus protester contre Macron, les officiels ont pu dérouler leurs plans : doublement de la surface de l'usine, pour construire deux nouvelles lignes de production et d'assemblage destinées aux stylos

injecteurs pour le diabète, et surtout au conditionnement du nouveau produit phare de Novo Nordisk, le Wegovy.

Novo Nordisk est l'un des deux géants, avec l'américain Lilly, déjà positionné sur « le marché de la perte de poids », comme ils disent.



Il est estimé à 100 milliards de dollars d'ici à 2030. Autant dire que les trusts de la pharmacie se précipitent pour augmenter la production et multiplient les démarches pour que leurs traitements soient mis sur le

marché et, pour la France, remboursés par la Sécurité sociale. Si Novo Nordisk peut espérer obtenir aides et compréhension de la réindustrialisation à la Macron – la mairie de Chartres va lui libérer le terrain pour

construire ses nouveaux bâtiments en déménageant ailleurs le centre technique municipal qui s'y trouve –, c'est avant tout la perspective de profits conséquents qui le pousse à investir dans son usine de Chartres, la seule qu'il possède en Europe hors du Danemark.

Novo Nordisk a annoncé vouloir embaucher 500 personnes, en plus des 1 600 déjà présentes sur le site chartrain, qui tourne en 5X8, des horaires changeants et épuisants pour ceux qui y sont soumis. C'est dire si le trust – dont la capitalisation boursière dépasse l'ensemble du PIB de son pays d'origine, le Danemark! – en attend une nouvelle explosion de ses profits. Toutes ses annonces pourraient aussi convaincre les travailleurs que l'argent est là et qu'il est temps qu'ils réclament leur dû.

**Camille Paglieri**

## Tout est bon pour vendre

Si, à Chartres, Novo Nordisk investit 2,1 milliards d'euros pour fabriquer son médicament Wegovy, dans le monde le trust a déjà investi 10 milliards d'euros en 2023. Et il entend bien en tirer des profits faramineux. Pour ce faire tout est bon et déjà les autorités de santé relèvent les dérives dans la communication autour de ces produits.

Alors que le Wegovy est autorisé en France, ses indications sont très restrictives, le produit devant

n'être utilisé que chez des personnes présentant une obésité de classe III dite morbide, avec au moins une autre maladie cardiovasculaire ou une dyslipidémie ou une apnée du sommeil. Mais d'ores et déjà ces produits sont utilisés dans le monde en dehors de ces indications et présentés comme des coupe-faim miracles. Tout est bon pour les banaliser, des réseaux TikTok aux publicités où Elon Musk annonce avoir maigri de

15 % ! Le but est clair, il faut toucher le milliard de malades obèses dans le monde à l'horizon 2030, avec notamment le marché américain où 40 % de la population est considérée comme obèse.

Or cette pilule « miraculeuse » est d'abord et avant tout un médicament et n'est pas sans risque. Et, en vendant toujours plus, Novo Nordisk fait des profits faramineux (avec 400 milliards d'euros en Bourse, il pèse plus lourd

que LVMH). Cela ne doit pas faire oublier qu'un autre médicament, le Mediator des laboratoires Servier, vendu lui aussi comme coupe-faim à des populations qui n'auraient jamais dû en prendre, avait fait des milliers de victimes et qu'il avait fallu le combat de longue haleine d'une pneumologue, Irène Frachon, pour qu'enfin le scandale éclate, que le produit soit interdit et que des procès aient lieu.

**Cédric Duval**

## Milliardaires : merci papa !

**« Travaillez, prenez de la peine », écrivait Monsieur de La Fontaine pour familiariser les jeunes lecteurs du 17<sup>e</sup> siècle avec une certaine morale du travail attribuée à la classe bourgeoise montante. Pour les milliardaires du 21<sup>e</sup> siècle, il vaut mieux compter sur son héritage.**

Comme l'a montré l'émission Cash investigation le 16 novembre, l'insolente richesse des milliardaires français ne tombe pas du ciel. « Si on veut être au sommet de la hiérarchie des fortunes, commente un intervenant universitaire au cours de l'émission, il vaut mieux compter sur son héritage, sur le fait d'être né au bon endroit, au bon moment, dans la bonne famille, plutôt que sur son effort. Donc le seul effort, le seul mérite risquent d'être un peu insuffisants ici pour faire partie des milliardaires français. »

Car les capitalistes ultra-riches, les Bettencourt-Meyers, Arnault et

autres, sont non seulement les héritiers de familles capitalistes, mais les heureux bénéficiaires d'un système fiscal dessiné sur mesure pour eux. Les trois quarts, parmi les quarante premiers milliardaires, ont hérité de leur patrimoine et, en tant qu'héritiers, tous ont profité depuis vingt ans d'un avantage fiscal considérable, dit pacte Dutreuil, qui les a exonérés de 75 % des impôts à payer sur une succession ou une donation. Au passage, le pacte Dutreuil prive chaque année les caisses de l'État de quelque 2 à 3 milliards d'euros d'impôts. Évidemment, plus la valeur de l'entreprise

transmise est grande, plus le cadeau est royal. D'autant plus que vient en déduction de la somme taxée un abattement pour un héritage en ligne directe, et encore une réduction de 50 % des droits à régler si le donateur a moins de 70 ans.

Les milliardaires sont des capitalistes héritiers d'autres capitalistes mais, comme le démontre une étude de l'Institut des politiques publiques de juin dernier, plus leur fortune est grande, moins ils paient d'impôts. Ainsi les 378 foyers les plus riches du pays n'ont-ils versé au fisc, en moyenne, que 2 % de leur fortune, contre 46 % pour les un peu moins riches, ceux que l'étude nomme les « millionnaires ».

Cette grosse différence de taux s'explique, selon les auteurs de l'étude, par le fait que les gros capitalistes



Le monde merveilleux des ultra-riches.

paient proportionnellement très peu d'impôt sur le revenu, l'IR, mais sont en grande partie taxés à l'IS, l'impôt sur les bénéfices des sociétés, à taux fixe, contrairement à l'IR, et susceptible de bien des aménagements. Et encore l'étude porte-t-elle sur des données de 2016, les dernières disponibles, alors que l'IS était encore à un taux de 33,33 %. Macron l'a, depuis début 2022, réduit à 25 %.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les lois, y compris les

lois fiscales, servent la classe dirigeante, la bourgeoisie. Mais leur fortune et celle de leurs parents proviennent bien sûr, et l'émission ne le dit pas, de l'exploitation du travail des milliers de salariés qui produisent, commercialisent, transportent les marchandises qui, une fois vendues, rempliront les coffres des grands patrons. Et, en ce sens, il faudra que ce qui appartient au travail revienne au travail, et le plus tôt sera le mieux.

**Viviane Lafont**

## Israël-Palestine : une trêve, mais pas la fin de la guerre

La trêve conclue entre Israël et le Hamas, d'une durée initiale de quatre jours, a été prolongée jusqu'au jeudi 30 novembre, à 7 heures du matin.

Selon l'accord négocié sous l'égide du Qatar, avec l'appui de l'Égypte et des États-Unis, elle devait permettre l'échange de cinquante otages, exclusivement des femmes et des enfants, contre cent cinquante femmes et mineurs détenus dans les prisons israéliennes et l'arrivée d'aide humanitaire à Gaza. Au-delà de cette première prolongation, le Premier ministre israélien a évoqué le

fait que chaque libération supplémentaire d'un groupe de dix personnes par le Hamas pourrait permettre en retour un jour de trêve supplémentaire.

Dimanche 26 novembre, lors d'une visite aux troupes israéliennes dans la bande de Gaza, Netanyahu a affiché une attitude martiale, casqué et portant un gilet pare-balles. Déclarant qu'il était déterminé à « éliminer

le Hamas » et à continuer la guerre « jusqu'au bout, jusqu'à la victoire », il a conclu tout de même son intervention en souhaitant une « trêve plus longue ».

Le double langage de Netanyahu est le reflet de pressions contradictoires. Celles des États-Unis ont certainement joué un rôle important pour aboutir à l'accord et à la prolongation de la trêve. Le porte-parole du Conseil de sécurité nationale des États-Unis, John Kirby, a déclaré que Washington « souhaiterait bien sûr que la pause soit

prolongée davantage ». Mais, tout en exprimant ce vœu, il s'est contenté de demander que les futures opérations militaires israéliennes soient menées « de la manière la plus discrète, délibérée, prudente et attentive possible ». Autant dire que les dirigeants américains ne feront rien pour contraindre réellement le gouvernement israélien à mettre fin à la guerre à Gaza.

Netanyahu subit aussi des pressions venant de sa propre population. Depuis plusieurs semaines, la place du Musée d'art de Tel-Aviv, rebaptisée place des Otages, est devenue le centre de rassemblement de milliers d'Israéliens venant à la fois affirmer leur soutien aux proches des captifs et exiger du gouvernement qu'il se fixe prioritairement l'objectif d'obtenir leur libération. Samedi 25 novembre, une manifestation a rassemblé des dizaines de milliers de personnes, dont une partie a demandé à cette occasion la démission de Netanyahu. Une partie de l'opinion publique israélienne exprime en effet sa méfiance à l'égard du Premier ministre et de sa façon de mener la guerre, en mettant en danger la vie des otages. Le fait que même un des ministres d'extrême droite de Netanyahu,

Bezalel Smotrich, se soit exprimé en faveur de l'accord avec le Hamas témoigne de la force de ce courant au sein de la population israélienne.

S'opposant à cette mobilisation, la frange des mouvements ultranationalistes juifs, la plus liée aux colons de Cisjordanie, se fait entendre avec virulence. S'en faisant le porte-parole, Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale et dirigeant du parti d'extrême droite Puissance juive, a rejeté l'accord d'échange avec le Hamas, qualifié de « désastre ».

Ces oppositions reflètent l'impasse dans laquelle se retrouve toute la société israélienne, du fait des politiques menées par Netanyahu, mais aussi par tous ses prédécesseurs depuis 75 ans, consistant à nier le droit des Palestiniens à une existence nationale, à les spolier de leurs terres en développant la colonisation, à les humilier par des mesures discriminatoires. La population israélienne en paye elle aussi chèrement le prix, se retrouvant condamnée à vivre en état de siège permanent, avec une extrême droite de plus en plus menaçante, et à mener régulièrement des guerres destructrices qui ne font que préparer les suivantes.

Marc Rémy



Rassemblement pour de la libération des otages, le 25 novembre, à Tel Aviv.

## Des milliers de Palestiniens en prison

L'accord entre Israël et le Hamas prévoit, en même temps que la libération d'otages israéliens, celle de prisonniers palestiniens : 69 otages et 150 prisonniers palestiniens ont été libérés entre le 24 et le 28 novembre.

Ils seraient 7 000 ou 8 000 Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, dont 200 enfants. Par exemple, parmi les nombreux jeunes âgés de 14 ans seulement, Adam Abouda Hassan Gheit vient d'être libéré. Il avait été arrêté en mai dernier pour sabotage, agression d'un policier et jet de pierres.

Mais de jeunes adultes qui avaient été condamnés alors qu'ils étaient enfants viennent aussi d'être libérés après plusieurs années de prison. C'est le cas de Marah Bakir, 15 ans en 2015, qui après une journée de classe avait franchi la voie rapide qui sépare Jérusalem Est et Ouest,

et s'était approchée du quartier général de la police israélienne aux frontières. Comme c'était l'époque de l'Intifada des couteaux, quand des Palestiniens, très jeunes pour la plupart, attaquaient au couteau des policiers, des soldats, des colons israéliens ou de simples passants, Marah avait été condamnée à huit ans de prison pour tentative de meurtre.

Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre, 3 000 Palestiniens auraient été arrêtés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Le gouvernement israélien, qui se prétend la seule démocratie du Moyen-Orient, pratique ainsi de véritables rafles. Près de

2 000 prisonniers seraient en attente de procès, et autant en détention administrative, une détention sans procès, renouvelable tous les trois à six mois, indéfiniment.

Ceux qui viennent d'être libérés ont raconté l'aggravation de leurs conditions de détention depuis deux mois, les coups de bottes, de crosse de fusil, les insultes, les crachats, les mauvais traitements. Six sont morts en détention depuis début octobre.

Des jeunes révoltés, la politique de l'État d'Israël en produit chaque jour, qui n'ont jamais connu que l'oppression, le mépris, la prison, les mauvais traitements. Il faut y ajouter maintenant tous ceux qui, à Gaza, viennent de perdre des dizaines de membres de leur famille dans les bombardements.

Hélène Comte



Des prisonniers palestiniens libérés, à leur retour à Beitonia, près de Ramallah, en Cisjordanie.

## Contre la guerre à Gaza

Samedi 2 décembre, le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens et Urgence Palestine, soutenus par des associations,

des syndicats et des partis politiques, appellent à manifester contre la guerre à Gaza. Lutte ouvrière appelle à participer à ces mobilisations.

À Paris, la manifestation partira à 14 heures de la place de la République.

## Gaza : barbarie d'État

La trêve de quelques jours négociée entre Israël et le Hamas a permis, pour la première fois depuis le début des bombardements israéliens sur Gaza, l'acheminement d'une aide humanitaire vers le nord du territoire. Elle est absolument dérisoire face à l'horreur subie par sa population depuis sept semaines.

Le nombre de 15 000 victimes est aujourd'hui atteint, selon le ministère de la Santé de Gaza, dont 70 % de femmes et d'enfants. Le *New-York Times*, qui reprend ces chiffres, titre que le nombre de femmes et d'enfants tués par l'armée d'Israël dépasse déjà celui de ceux tués en Ukraine. Le journal ajoute : « Ce rythme historique [...] n'a guère de précédent au 21<sup>e</sup> siècle, selon des experts pour qui les victimes s'accumulent plus vite à Gaza qu'aux pires moments des campagnes menées sous l'égide des États-Unis en Irak, en Syrie et en Afghanistan, elles-mêmes amplement critiquées par des organisations de défense des droits humains ». Le même journal indique que l'armée israélienne fait usage « d'armes très puissantes dans des

environnements urbains denses, avec notamment des bombes de près d'une tonne pouvant raser une tour d'appartements. » Lors des bains de sang qu'ont été les bombardements de Mossoul en Irak ou de Raqqa en Syrie, les généraux américains, pourtant peu suspects d'humanitarisme, jugeaient la bombe aérienne la plus courante, de 200 kg, trop puissante pour être utilisée. Pour trouver un équivalent, il faudrait, selon un ancien analyste du Pentagone cité par le *Washington Post*, « remonter au Vietnam ou à la Deuxième Guerre mondiale. »

40 000 tonnes d'explosifs ont été déversées sur la population palestinienne. La moitié des bâtiments ont été détruits. 1,7 million de personnes ont été déplacées, sur les 2,4 millions d'habitants.



AHMAD HASABALLAH GETTY

Dans les gravats à Khan Younes.

Les hôpitaux, quand ils n'ont pas été détruits, sont hors d'état de fonctionner faute d'essence et donc d'électricité.

La destruction de nombreuses infrastructures s'ajoute au blocus, aux coupures d'eau décidées par le gouvernement israélien. La malnutrition, les épidémies se développent et menacent les survivants. Ainsi, alors qu'une consommation quotidienne d'eau, pour se laver, boire et cuisiner, est estimée

par l'Organisation mondiale de la santé, au minimum à 50 litres par jour par personne et 100 litres pour un réel confort, elle est à Gaza de trois litres en moyenne depuis le début du conflit.

Près de la moitié des écoles sont en ruine et 625 000 enfants sont déscolarisés. Outre les dizaines de milliers de blessés déjà recensés, les séquelles dont souffrira la population sont aussi inestimables.

Cette hécatombe est infligée à la population palestinienne par le gouvernement israélien avec le soutien politique et militaire de tous les dirigeants impérialistes. Sous prétexte de détruire le Hamas ou de libérer les otages, il s'agit de montrer à ce peuple, et à tous ceux de la région, que ce qui les attend s'ils contestent l'ordre impérialiste peut être un massacre sans pitié.

**Christian Bernac**

## Colonisation sans frein en Cisjordanie

Le gouvernement Netanyahu accélère la guerre contre la population palestinienne en intensifiant la colonisation en Cisjordanie, et en augmentant les moyens déployés pour la guerre dans ce territoire.

À la fois ministre des Finances et ministre de tutelle de la Cisjordanie, le chef du parti d'extrême droite Mafdal (sionisme religieux), Bezalel Smotrich, continue de défendre une colonisation à tout-va en Cisjordanie. Plus directement encore qu'avant le 7 octobre, colonisation signifie guerre aux habitants palestiniens, et le gouvernement a donc débloqué, dans le cadre du budget de guerre amendé adopté le 27 novembre, 390 millions de shekels (96 millions d'euros) destinés à renforcer la « sécurité » et les infrastructures liées aux implantations existantes et à venir dans le territoire.

Le projet annoncé par Smotrich concerne la multiplication et l'entretien des routes réservées aux colons, contournant les localités palestiniennes, ainsi que l'entraînement et l'armement d'unités d'intervention rapide, c'est-à-dire de milices de colons, eux-mêmes militants d'extrême droite acharnés

à chasser les villageois palestiniens de leurs terres ou à les réduire, parfois définitivement, au silence. Parallèlement, le gouvernement, suivant les demandes de Smotrich, a débloqué des fonds de soutien à de petits groupes de colons « sauvages », postes avancés d'extrémistes sionistes. Ils rétablissent, armes à la main et sous protection de l'armée, des colonies précédemment évacuées par

décision gouvernementale. Ils créent de nouveaux campements destinés à couper une route utilisée par les habitants ou à terroriser des cultivateurs d'olives palestiniens. À Turmus Ayya, ville située entre Ramallah et Naplouse, 80 % des cultivateurs ont abandonné la récolte des olives sous la menace des exactions des colons.

En effet, depuis le 7 octobre, la haine des colons d'extrême droite s'est déchaînée. Un chef de village de la communauté de Wadi Al-Siq, au centre de la Cisjordanie occupée, raconte, selon un

journaliste d'Orient XXI : « L'arrivée de colons, pour certains vêtus de l'uniforme de l'armée, pour d'autres en civil, accompagnés de soldats. La police surveillait la scène de loin, peut-être à 200 mètres de là. Ils sont venus par trois chemins différents, ont commencé à nous frapper, nous tirer dessus, nous faire tomber à terre... C'était une scène terrible ». Il ajoute que la quarantaine de familles du village ont fui toutes affaires cessantes, sans rencontrer l'aide d'une quelconque autorité. Des militants venus à leur secours, tombés aux

mains des assaillants, ont été victimes de coups et de tortures.

L'armée elle-même multiplie les exactions dans la zone A, en principe sous contrôle palestinien. Selon le ministère de la Santé de Ramallah, entre le 7 octobre et le 17 novembre, plus de 220 Palestiniens ont été tués par des militaires ou des colons en Cisjordanie et à Jérusalem. Un récent recensement des Nations unies établit que plus de 1 100 Palestiniens ont été déplacés de force du fait de la violence des colons israéliens depuis le 7 octobre. Seize communautés villageoises ont déjà été complètement rayées de la carte.

La guerre menée aux Palestiniens continue et renforce la politique de spoliation de la population arabe, dans une fuite en avant meurtrière voulue par le gouvernement Netanyahu, et initiée par ses prédécesseurs. Rendre aux Palestiniens l'existence impossible en Cisjordanie est le but ouvert du gouvernement Netanyahu.

**Viviane Lafont**



LUCIEN LUNG RIVA PRESS

Sur la route 60, dite route des tunnels, la section longeant Bethléem est interdite aux Palestiniens.

## Qatar : une carte dans les mains des États-Unis

C'est par l'intermédiaire du Qatar que se sont menées les négociations entre Israël et le Hamas ayant abouti à la trêve permettant l'échange d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens. Derrière ce petit émirat richissime grâce à ses ressources en gaz, il y a surtout la grande puissance américaine.

Après avoir été présentés par les médias comme les principaux soutiens financiers du Hamas, les dirigeants du Qatar sont vantés aujourd'hui comme les meilleurs intermédiaires, négociateurs hors pair, capables de « parler à tout le monde ». En réalité, ces dirigeants ont souvent agi avec l'accord des États-Unis, voire sous leur impulsion.

Après la prise de pouvoir du Hamas en 2007 dans la bande de Gaza, ce sont les États-Unis qui ont demandé au Qatar d'ouvrir un canal de communication avec lui. Quand les révoltes de 2011, dites du Printemps

arabe, ont touché la Syrie, elles ont obligé le Hamas à rompre avec le régime syrien, et à quitter l'année suivante ce pays où il avait jusque-là son siège. Là encore, c'est l'impérialisme américain qui a demandé aux dirigeants qataris de laisser le Hamas s'installer chez eux.

Les liens de dépendance du Qatar, cette ancienne colonie anglaise, envers les États-Unis se sont établis à travers bien des canaux, mais celui du pétrole et du gaz a été un des principaux. Toutes les majors pétrolières américaines sont installées au Qatar et il

héberge la plus importante base militaire des États-Unis au Moyen-Orient, ses 10 000 soldats et le centre de commandement de leurs forces militaires dans cette région.

Même les financements du Hamas par le Qatar s'effectuent avec le consentement des États-Unis et des dirigeants israéliens. D'un côté, Israël et l'Égypte ont organisé pendant des années le blocus de la bande de Gaza. De l'autre, les États-Unis, avec l'accord des dirigeants israéliens, ont négocié avec le Qatar que celui-ci prenne en charge le paiement des salaires des fonctionnaires, l'aide alimentaire aux plus pauvres et l'entretien des centrales électriques dans la bande de Gaza.

Malgré les guerres et les révoltes populaires qui ont secoué cette région depuis



Le secrétaire d'État des USA et son homologue qatari, en 2017.

des décennies, malgré l'apparition de régimes qui leur ont été hostiles, les États-Unis ont su y trouver de multiples points d'appui pour maintenir leur domination, et le Qatar est l'un d'eux. Derrière l'enchevêtrement de dépendances militaires, diplomatiques, économiques et financières qui caractérise

le Moyen-Orient, les dirigeants de l'impérialisme savent aussi manœuvrer et établir le lien avec une force comme le Hamas, qui peut se présenter comme leur adversaire. Car ils savent qu'elle peut être un atout, une carte à jouer en cas de besoin pour le maintien de leur ordre social.

**Pierre Royan**

## Irlande : derrière l'émeute, la crise sociale

**Jeudi 23 novembre, une attaque au couteau à la sortie d'une école a servi de prétexte à des activistes d'extrême droite pour susciter une explosion de violence au centre-ville de Dublin, aux abords d'un quartier où vit une importante population immigrée.**

Le point de départ de cette émeute a été l'agression de trois enfants et d'une salariée par un homme, sans doute d'origine algérienne. La police a fait savoir peu après son arrestation qu'il était naturalisé irlandais depuis vingt ans, et on sait aujourd'hui qu'il s'agit d'un déséquilibré. Mais la rumeur que l'assaillant était un migrant, véhiculée sur les réseaux sociaux par des militants d'extrême droite, a suffi pour faire converger vers le lieu du drame des centaines de jeunes enragés.

Pendant plusieurs heures, drapeaux irlandais en main, ils ont provoqué les riverains, brûlé bus et trams, caillassé les policiers et incendié leurs voitures. Ce saccage s'est accompagné de slogans xénophobes : « Irish Lives Matter » (Les vies irlandaises comptent), « Ireland is full » (L'Irlande est pleine) ou « Get them out » (Qu'on les mette dehors).

Le calme n'est revenu que dans la soirée, après l'arrestation d'une trentaine d'émeutiers. Le chef de la police a dénoncé les

agissements d'une « faction de hooligans complètement fous », et le Premier ministre Leo Varadkar a ajouté qu'ils faisaient « honte à Dublin, honte à l'Irlande ». Les plus hauts dirigeants de l'Union européenne – ceux-là mêmes qui font de la Méditerranée un cimetière pour migrants – n'ont pas été en reste en matière de paroles indignées. Pourtant, ils ont tous une lourde responsabilité dans les événements récents et dans l'évolution malsaine qu'ils reflètent.

La police irlandaise s'est montrée jusqu'à présent bien laxiste face aux exactions de l'extrême droite, qui pourtant se multiplient devant les lieux où sont hébergés les demandeurs d'asile : en mai dernier, des

nervis ont même mis le feu à des tentes abritant des réfugiés. Quant au gouvernement de centre-droit, qui réunit les deux partis qui ont géré le pays en alternance depuis son indépendance en 1922, Fine Gael et Fianna Fail, il est dans la lignée de ses prédécesseurs, entièrement au service des riches. L'impôt sur les sociétés est si bas que l'Irlande a tout d'un paradis fiscal, notamment pour les géants d'Internet. Mais la hausse des prix sévit autant qu'au Royaume-Uni, accompagnée d'une crise du logement aiguë. Après la crise de 2008, l'État a cessé d'investir dans les logements sociaux : pour les travailleurs, prêts et loyers sont devenus hors de prix, et pas seulement dans la capitale. C'est pourquoi, malgré des avancées sociétales comme le mariage pour tous en 2015 et la reconnaissance du droit à l'avortement en 2021, la société irlandaise recule.

Le durcissement de la vie quotidienne a coïncidé avec une hausse relative du nombre de réfugiés : sur cinq millions d'habitants, un million sont nés à l'étranger. L'extrême droite tente d'en faire des boucs émissaires des difficultés, bien que les immigrés soient les

« premiers de corvée » et que les réfugiés soient les plus mal logés de tous. Aussi, même si l'extrême droite n'a pas percé électoralement pour l'instant, l'approfondissement de la crise sociale pourrait lui apporter des votes, voire des troupes, y compris parmi les jeunes en colère des milieux populaires. Déclarant récemment qu'il était temps pour l'Irlande d'« arrêter l'afflux des réfugiés », Varadkar a d'ailleurs apporté de l'eau à son moulin.

Des commentateurs ont souligné que, sur les trois personnes ayant désarmé l'homme au couteau, il y avait un lycéen français et un livreur Deliveroo d'origine brésilienne. De quoi ridiculiser, en effet, les insanités sur une prétendue menace étrangère. D'autres ont rappelé que les Irlandais, chassés de leur pays par la faim et la pauvreté, ont longtemps été les « sales immigrés » par excellence, que ce soit en Grande-Bretagne, en Amérique du Nord ou en Australie. Mais les discours humanistes, antiracistes ne suffiront pas à stopper la poussée d'une extrême droite qui fait son miel de la dégradation des conditions de vie.

**Thierry Hervé**



Manifestation anti-migrants, à Dublin, jeudi 23 novembre.

## Environnement: la COP est pleine

**Jeudi 30 novembre s'est ouverte la COP 28. Cette nouvelle grand-messe censée combattre les effets du réchauffement climatique se tient à Dubaï. Tout un symbole !**

Pour sauver le climat,  
FAITES LE TRI



On va donc parler énergies décarbonées et lutte contre le gaspillage dans les palaces climatisés de la capitale des Émirats arabes unis, dictature grande productrice de pétrole. Les autorités ont toutefois promis que des manifestations sur les problèmes climatiques seraient autorisées, à condition de se tenir dans une zone spéciale. En revanche,

les libertés publiques ou les droits des travailleurs n'auront pas plus droit de cité que d'habitude.

Les milliers de responsables qui viennent pérorer sur l'avenir de la planète entre deux cocktails ne risquent donc pas d'être dérangés. Cent mille personnes sont attendues et, à côté des porte-parole d'ONG, on trouve de nombreux représentants des industries les plus polluantes. Plus de 7000 d'entre eux avaient assisté à la dernière édition de la COP, car ils peuvent y défendre leurs intérêts, voire y conclure des affaires. Le maître de cérémonie, le sultan Al-Jaber, n'est autre que le patron d'Adnoc, la principale société pétrolière des Émirats, ce qui donne le ton des débats.

Il s'agit, disent les organisateurs, de faire le premier bilan mondial de l'accord de Paris, conclu en 2015. Celui-ci se passe pourtant de commentaire ! Cette année, la température

moyenne mondiale a été supérieure de 1,4° à celle de l'ère préindustrielle, ce qui correspond à l'objectif fixé... pour 2100. Les émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté de 7% depuis 2015 et les compagnies pétrolières continuent d'ouvrir de nouveaux forages, tandis que la productivité des puits a grimpé de 30% en cinq ans. Pendant ce temps, des centaines de milliards d'euros de subventions publiques sont distribuées aux entreprises au nom de la « décarbonation » de l'économie, mais ne font qu'alimenter la guerre économique entre trusts et le parasitisme des capitalistes.

L'économie capitaliste est incapable de prendre en compte les intérêts de l'humanité, en particulier lorsqu'il s'agit d'affronter les conséquences à long terme comme celles que le changement climatique implique. Les grands sommets comme les COP ne font qu'ajouter une dose de cynisme, d'hypocrisie et de pollution à cette catastrophe dont les conséquences affectent la vie de millions d'êtres humains.

Sacha Kami



La rivière Motagua au Guatemala.

## Suremballage, mer de plastique : cloaque capitaliste

**Réunis au Kenya, 2 000 délégués venus de 175 pays, représentants des États, des ONG et des fabricants de matière plastique, ont discuté une semaine durant de la pollution engendrée par cette matière quasi indestructible. Ils se sont séparés le 19 novembre sans rien décider.**

La production de plastique a doublé en vingt ans, pour atteindre 460 millions de tonnes en 2022. On retrouve du plastique dans les océans, sur les glaciers, dans les champs et les rivières, dans le lait maternel, dans les aliments... Les ONG plaident pour diminuer la production, les industriels prétendent qu'ils vont trouver la solution pour recycler le plastique après usage, alors qu'aujourd'hui cela concerne 9% tout au plus des volumes, malgré les obligations légales. Les participants se reverront néanmoins l'an prochain et, pourquoi pas, tous les ans, peut-être jusqu'à ce que le monde soit étouffé sous cette décharge.

Le conditionnement des marchandises, en gros et au détail, consomme 40% du plastique fabriqué dans le monde. La moitié du papier fabriqué dans l'Union européenne sert à l'emballage et produit 30 millions de tonnes de déchets par an. Il y a aujourd'hui, dans un paquet de palets bretons de supérette, davantage de

papier, de carton, de plastique et d'encre d'imprimerie que de farine et de sucre, pour ne pas parler de beurre. Le suremballage est inséparable du mode de production et surtout du mode de distribution actuel. La fabrication industrielle, le transport sur longue distance et, surtout, le fait de pouvoir se servir soi-même dans un supermarché impliquent l'emballage individuel des produits. La livraison à domicile en rajoute une ou plusieurs couches. De plus, l'emballage sert de support publicitaire, élément essentiel dans la concurrence entre des capitalistes, prêts à vendre du vent, ou pire, dans un paquet attrayant. Cette publicité génère des milliards et le secteur de l'emballage, en Europe, représente 335 milliards d'euros.

Cela explique que les députés européens réunis le 22 novembre pour statuer sur le suremballage ont, comme leurs collègues de la convention sur le plastique, décidé de ne rien faire.

Paul Galois

## États-Unis : misère en hausse, espérance de vie en baisse

**Aux États-Unis, des études statistiques révèlent les dessous de la prétendue « prospérité ». Depuis plusieurs années, dans les classes populaires, les soutiers de l'exploitation capitaliste, on meurt de plus en plus jeune.**

L'espérance de vie est tombée à 76 ans en 2021, soit six ans de moins que dans la plupart des autres pays occidentaux. Il y a un recul de l'espérance de vie tel qu'il n'aurait jamais été observé à cette échelle dans l'histoire moderne en dehors des guerres, ou comme en Russie dans les années ayant suivi la fin de l'Union soviétique.

Dans la première puissance mondiale, depuis les années 1980, de plus en plus de femmes et d'hommes meurent à 40 ou 50 ans.

Certaines causes sont de notoriété publique : overdoses massives de drogues, fusillades, suicides. Ce sont les morts de

la misère, qui a gangrené les quartiers populaires et les régions sinistrées par les fermetures d'usines. Mais la cause principale est l'explosion du nombre de décès par maladies, surtout cardiovasculaires. La hausse de mortalité la plus grave touche les femmes pauvres. Quoi d'étonnant ? Aux États-Unis, les produits alimentaires frais et sains sont quasi inaccessibles à une famille ouvrière. Les femmes cumulent les emplois, les horaires de travail interminables, les rythmes épuisants, en sacrifiant leur propre santé. Le système médical est inaccessible, même en urgence : un rendez-vous peut coûter des

centaines d'euros pour une famille populaire sans assurance médicale. Alors, de plus en plus en meurent.

Durant des décennies, malgré les tares de la société capitaliste américaine, les progrès de l'hygiène et de la médecine avaient accru l'espérance de vie de génération en génération. Aujourd'hui, les progrès scientifiques continuent, et ceux qui ont de l'argent de côté, un emploi stable, des soins de qualité, vivent toujours plus vieux. En revanche, les travailleurs, ceux qui font tourner l'économie, vivent plus mal et meurent plus jeunes que leurs parents. Pour les statisticiens, c'est une découverte ; mais pour bien des travailleurs américains, c'est un constat vécu dans leur chair depuis bien longtemps.

Victor Carrier

## Nettoyage d'Argenteuil-Bezons Habitat: "on lâche rien !"

Depuis le début du mois de novembre, une partie des travailleurs qui assuraient le ménage des immeubles d'Argenteuil-Bezons-Habitat dans le Val-d'Oise se mobilisent pour s'opposer à leur licenciement.

À la suite d'un appel d'offres, le donneur d'ordres ABH a changé de prestataire et le nouveau, EDS-groupe Labrenne, ne veut pas reprendre 25 personnes, sous différents prétextes. De son côté l'ancien prestataire, IDF Net-Service n'a pas tardé à envoyer des lettres de

licenciement pour faute à environ la moitié de ceux qui n'étaient pas repris, et commence à proposer des reclassements inacceptables à d'autres. Beaucoup de ces travailleurs sont obligés de cumuler deux temps partiels pour essayer de faire un salaire. Et si le

nouveau chantier se trouve à plus de 80 km de l'ancien comme le propose parfois l'ancien patron, c'est juste impossible.

Une quinzaine de travailleurs licenciés se réunissent tous les jours dans les locaux de l'union locale CGT de Bezons pour décider d'une stratégie et organiser des actions. Ils ont ainsi organisé des prises de parole et des diffusions de tracts dans plusieurs cités des deux villes pour s'adresser

## Emmaüs - Saint-André-Lez-Lille : la police veut intimider les grévistes

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, des travailleurs sans papiers d'Emmaüs de la Halte Saint-Jean, près de Lille, sont en grève. Ils dénoncent leurs conditions de travail et surtout réclament d'être régularisés. Ni la direction d'Emmaüs ni la préfecture ne leur ont donné de réponse mais leur mobilisation a fait tache d'huile dans d'autres haltes Emmaüs de la région.



L'État refuse la régularisation de ces travailleurs sans papiers comme celles de milliers d'autres contraints de vivre et de travailler dans des conditions de plus en plus précaires. Les semaines de travail à Emmaüs durent 40 heures. Ils touchent une rémunération de 150 euros par mois, sur lesquels ils ont des charges à payer pour le logement mis à leur disposition par Emmaüs. N'étant pas reconnus comme travailleurs salariés, suite à une loi prise par Martin Hirsch, ex-président d'Emmaüs et commissaire aux solidarités actives sous Sarkozy, ils n'ont aucun droit ni statut. Lorsqu'ils sont entrés dans cette « communauté Emmaüs », la direction avait promis à ces travailleurs de les aider à être régularisés,

après trois années de travail, comme le prévoit la loi. Certains ont travaillé cinq ans, sont toujours dans une situation irrégulière et sont donc en grève pour obtenir des papiers.

Jeudi 24 novembre vers 6 heures, la police est violemment intervenue dans les locaux que les grévistes occupent depuis le début, avec leurs familles. Plusieurs ont reçu des coups et ont été aspergés de gaz lacrymogène. Le matériel servant à l'installation de leur piquet de grève a été enlevé par la police, qui a aussi arraché leurs banderoles et saisi leur caisse de grève.

Dans la journée beaucoup sont venus soutenir les travailleurs d'Emmaüs, face à la police qui est restée jusqu'au soir en empêchant

les grévistes de sortir des locaux. Vu l'interdiction de maintenir leur piquet dans la rue, ils l'ont déplacé derrière la grille d'entrée du bâtiment et se succèdent pour taper sur des grosses caisses sous les yeux et surtout aux oreilles des policiers postés là. Une façon de dire que leurs méthodes ne les feront pas taire.

Depuis, les grévistes ainsi qu'un militant de la CGT qui les soutient ont été convoqués au commissariat et sont menacés de poursuites pour nuisances sonores. La police est aussi intervenue pour constater des défauts électriques dans le bâtiment où ils logent. Leur sécurité serait en danger ! Évidemment ni l'État ni la préfecture, qui laissent vivre des milliers de travailleurs dans des logements insalubres voire sous les ponts ou dans des camps de fortune ne se soucient des conditions de logement de ces travailleurs. Ils cherchent à intimider les grévistes et menacent d'utiliser ce prétexte pour les expulser des locaux.

Le préfet, en faisant intervenir la police, est dans la ligne du gouvernement, qui, avec sa énième loi immigration, voudrait faire baisser encore un peu plus la tête aux travailleurs immigrés.

Ceux d'Emmaüs restent déterminés à se battre pour être respectés en tant que travailleurs, ce qui passe par le droit élémentaire d'avoir des papiers.

Correspondant LO



Immeubles gérés par Argenteuil-Bezons Habitat, au Val-d'Argent Nord.

aux locataires. Ils se sont aussi adressés au personnel du bailleur social ABH réuni à propos d'un problème de convention collective. Ils ont maintenu des liens avec les gardiens des immeubles dans lesquels ils travaillaient et ont réussi parfois à discuter avec d'autres travailleurs repris par EDS, qui leur ont exprimé leurs encouragements. Ils ont même pu mesurer les difficultés du reprenneur à faire faire le travail sans eux. Chaque fois, alors qu'ils viennent de tous les pays, ils ont réussi à passer les obstacles de la langue pour trouver les mots, toucher et, au final, rencontrer un accueil chaleureux.

Ils ont aussi tenté à deux reprises de rencontrer le directeur d'IDF. La

première fois, ce dernier ayant eu vent de la visite a préféré fermer son siège en demandant à ceux qui y travaillent de rester chez eux. Les travailleurs d'IDF étant revenus une autre fois sans prévenir, ils n'ont pas pu davantage rentrer, le directeur s'étant cette fois enfermé dans l'agence avec plusieurs autres salariés. Il a fini, en fin de journée, par faire appel à la police pour être « libéré » de cet endroit où il s'était lui-même enfermé... sans se soucier du ridicule de la situation dans laquelle il s'était empêtré. Pour l'instant, la situation n'a pas évolué.

Les travailleurs mobilisés d'IDF Net-Service ne renoncent pas à imposer que tout le monde soit repris.

Correspondant LO

## Dans les bulletins Lutte ouvrière



### « C'est charrette » pleine ou chariot vide ?

Après la reprise, vendredi 10 novembre, on a enchaîné les petites séries avec beaucoup de changements aux Boudineuses. Du coup, près de 130 chariots vides

attendaient et c'était la galère. Le comble c'est que le week-end précédent, ce sont les chariots libres qui manquaient à l'appel.

Continental - Sarreguemines

### Handicap au travail: le pays de Oui-Oui

La semaine dernière, c'était la semaine du handicap au travail.

À l'usine, ça a donné lieu à un mini roman photo pour montrer que tout est fait pour le bien des personnes handicapées.

En plus de ça, on nous

a distribué un badge et des rubans. Mais, une fois la semaine passée, on retombe sur terre et la direction exige les mêmes cadences et continue de nous user au travail, qu'on soit handicapé ou pas.

Euralis Monfort - Tarbes

### Ça jette un froid

Jeudi 16 matin, en arrivant au Montage dans l'atelier de l'entretien des visseuses, il y avait des flammes qui sortaient

du chauffage électrique situé au niveau des plafonds. Pour une fois, on a eu chaud.

Renault - Flins

## Aéroport de Roissy : réponse aux menaces de licenciement

Dans la zone de l'aéroport de Roissy, plusieurs salariés, délégués CGT, sont menacés de licenciement.

L'une de ces salariées travaille à l'hôtel Sheraton, le plus grand hôtel de la zone, situé en plein milieu de l'aéroport et dont les chambres peuvent coûter plus d'un mois du salaire de ceux qui y travaillent. Les deux autres sont des salariés d'Aéropiste, une filiale de Transdev (transports de fret ou de personnes, sur la piste ou autour). Parmi eux figure Nicolas Pereira, le secrétaire de l'union locale CGT.

Ces militants syndicaux sont menacés parce qu'ils

sont combatifs et appellent leurs camarades de travail à relever la tête, se défendre face aux attaques patronales. S'en prendre à eux est un moyen d'essayer de faire baisser la tête à tous les autres. C'est bien ce qu'ont compris les plus de 400 salariés qui sont venus les soutenir vendredi 24 novembre, lors de l'entretien préalable à sanction. D'autres syndicats, des partis politiques, dont Lutte ouvrière représentée par Jean-Pierre Mercier, étaient venus les

soutenir. La direction a repoussé l'entretien au 8 décembre. Comme Nicolas l'a dit en sortant, « ils auraient au moins pu le mettre à la Saint-Nicolas ». Et même à la Saint-Glinglin !

Chez Aéropiste, depuis plusieurs mois, la direction fait face à des débrayages pour les salaires, sans répondre. Et, 48 heures avant le rassemblement, elle s'en est prise à deux autres élus, les sanctionnant l'un d'une mise à pied, l'autre d'une interdiction de site.

Du côté de l'hôtel Sheraton, le PDG Michel Ohayon, une grosse fortune qui a racheté l'hôtel, a déjà mis en



L'un des militants visés, à Roissy, le 24 novembre.

faillite Camaïeu et Go Sport. Sa société financière est en redressement judiciaire et il est sous le coup d'une enquête. Mais, quand des élus demandent des comptes et soulèvent les menaces qui pèsent sur les salariés, c'est

la direction qui se braque. Il est pourtant normal que les salariés ne veuillent pas faire les frais de ces trafics.

Contre les sanctions, un nouveau rendez-vous est prévu le 8 décembre.

Correspondant LO

## Air France – Orly : contrer les mauvais coups de la direction

Mardi 28 novembre, à l'appel de plusieurs syndicats, environ 300 salariés d'Air France de la plateforme d'Orly se sont retrouvés pour manifester leur refus du transfert d'Orly à Roissy des activités de la compagnie prévu pour 2026.

Parmi les manifestants, il y avait des agents du passage aux côtés de mécaniciens de piste et du hangar, des assistants avion, des mécaniciens de cabine, des PNC (personnel navigant cabine) et quelques PNT (personnel navigant technique), ainsi que des magasiniers, des travailleurs des bureaux et de la logistique. Autant dire, quasiment tout l'éventail des métiers menacés par le plan de déménagement la direction.

Cette restructuration menace directement 600 salariés de la compagnie, mais elle affectera au moins 1 300 personnes. Qu'ils soient ses

salariés ou ceux de sociétés sous-traitantes, beaucoup de travailleurs et leurs familles seront lourdement touchés. Si leur travail migre à Roissy, ils devront faire, pour le garder, un trajet beaucoup plus long dans une Île-de-France aux transports saturés, ou bien déménager, avec des conséquences financières et pratiques.

En transférant à sa filiale low cost Transavia l'activité des lignes jusqu'alors opérées depuis Orly, la direction d'Air France cherche bien sûr à faire des économies sur les salaires et à supprimer des emplois, afin d'assurer encore la hausse de

ses bénéfices. À l'heure où la compagnie fait un milliard de bénéfices par trimestre, les travailleurs d'Orly n'accepteront pas de perdre le moindre euro et encore moins de voir leurs conditions de vie dégradées. C'est ce qu'ils sont allés dire en nombre à la direction, avec l'idée que ce rassemblement, où ils ont pu discuter avec des collègues d'autres secteurs, ne doit pas rester sans suite.

En 2015, face aux débrayages massifs, la direction d'Air France avait dû remballer son plan de filialisation de sa branche industrielle. Cette fois-ci, que les travailleurs concernés aient le statut Air France ou qu'ils dépendent de sous-traitants, il leur faut agir ensemble pour défendre leur intérêt commun.

Correspondant LO



Le 28 novembre, à Orly.

## ADP : pour l'amour du sport, vraiment ?

La direction d'Aéroports de Paris (ADP) cherche à imposer aux travailleurs des ateliers la limitation de leurs vacances d'été, sous le prétexte d'assurer le fonctionnement aéroportuaire pendant les Jeux Olympiques 2024.

Il y a quelques mois, la direction a cherché des volontaires pour travailler pendant les JO. Lors d'une réunion, lorsque des travailleurs posaient la question de la rémunération, un chef leur a répondu : « C'est pour l'amour du sport. » Avec de tels arguments, il n'a pas trouvé beaucoup de volontaires. Puis, à la fin octobre, les travailleurs ont eu quatre jours pour donner en urgence leurs dates de vacances prévisionnelles. Un mois plus tard, il y a peu, la plupart de ces demandes ont été refusées et la direction a annoncé une nouvelle règle. Ils n'auraient droit qu'à deux semaines de vacances consécutives pendant la période allant du 15 juillet au 13 septembre, et seraient tenus de garantir 60 % ou 80 % de l'effectif en fonction des semaines, contre 50 % les étés précédents.

Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter cette attaque. Avec humour, certains ont réagi en disant : « Ce ne sont pas nos vacances qu'on devrait reporter, c'est les JO. » Ils savent que le prétexte est d'autant plus ridicule qu'au niveau des ateliers, avec la suspension des travaux l'été, il y aura en réalité peu d'interventions à faire durant cette période et le pic d'activité sera avant et après celle-ci. De plus, la direction d'ADP a beau

faire valoir partout qu'elle est partenaire des Jeux, elle n'a pas hésité à supprimer près de 10 % des postes depuis 2019. Les conséquences sur le déroulement des Jeux passent après ses profits. Si elle voulait vraiment que tout se déroule parfaitement, elle aurait encore le temps d'embaucher le personnel manquant.

Certains espèrent qu'il y aura au moins une prime pour ces sacrifices imposés, et la direction en laisse courir la rumeur. Loin d'être une compensation, une telle prime aurait pour but de tenter de faire passer la pilule empoisonnée. Elle viendrait démontrer combien les salaires sont trop bas, et qu'il faut les augmenter, JO ou pas.

Si la direction prévient les travailleurs de ses intentions si tard, alors que la date des Jeux est connue depuis longtemps, c'est aussi probablement qu'elle se souvient des grèves qui ont marqué l'aéroport et ADP lors des étés 2021 et 2022. Récemment, à Air France à Roissy, après une série de débrayages, la direction a abaissé le taux de présence demandé pendant la période des JO de 80 % à 70 %. Cette réponse des travailleurs d'Air France montre la voie.

Correspondant LO

# Ampere – Renault Group : l'ennemi des travailleurs n'est pas en Chine

Début novembre, Luca De Meo, patron de Renault, a présenté le lancement de sa nouvelle filiale Ampere, axée sur l'électrique, avec un langage guerrier.

C'est bien sûr la concurrence chinoise qui est visée : « Les Chinois, ils bossent de 9 heures du matin à 9 heures du soir. [...] Il va falloir travailler beaucoup pour les battre. » Si Renault a bien un problème face à ses concurrents pour vendre des voitures électriques, cette guerre pour les marchés se

fait dans chaque entreprise avec la peau des travailleurs. Mais l'ennemi de ceux de chez Renault, ce ne sont pas les ouvriers chinois, ce sont ses actionnaires et ses dirigeants. Avant même que la moindre voiture chinoise n'arrive en Europe, c'est la direction de Renault qui a transformé une grande partie des emplois en contrats précaires, fermé une grande partie des usines, et accéléré les cadences. C'est par les hausses de productivité, le chômage partiel, les licenciements, aux dépens des travailleurs, que Renault a extorqué 2,6 milliards d'euros de profit en 2022.

Le discours de Luca De Meo veut faire passer encore plus de sacrifices en incitant les travailleurs à faire front avec la direction contre un ennemi chinois commun. Pourtant, il ne faut pas aller bien loin pour trouver une alliance entre le patron

de Renault Group et le capitaliste chinois Geely dans une co-entreprise nommée Horse, pour la production de véhicules thermiques et hybrides.

Face à ces grands groupes internationaux, tantôt ennemis tantôt alliés, voire les deux à la fois, le sort des ouvriers chinois, français et du monde entier est de plus en plus lié. Les sacrifices imposés aux uns deviennent un argument pour les reproduire chez les autres.

De l'extraction des matières premières aux fonderies, et à toutes les étapes de la production et de l'assemblage, chaque voiture est le produit du travail de nombreuses mains dans le monde entier. Les mouvements de résistance à l'exploitation sont nombreux dans les usines de Chine comme d'ailleurs, témoignant du fait que la classe ouvrière est une classe internationale. C'est elle qui devrait diriger la société.

**Charles Legoda**



Lors d'un débrayage il y a deux ans à Rennes.

## Stellantis – Rennes : l'entreprise pompe l'argent public

La direction de l'usine d'automobile de La Janais à Rennes, du groupe Stellantis, vient de programmer une nouvelle semaine d'arrêt de la production fin novembre, après une autre au début du mois. Pour se justifier, elle invoque le manque de pièces.

Cela fait des mois que les travailleurs vivent au rythme des journées et maintenant des semaines annulées au dernier moment, à la volonté des patrons. Cela se couple avec des cadences de travail très

élevées les jours où l'usine est ouverte, avec des pauses amputées, des quarts d'heure et des demi-heures supplémentaires... Les travailleurs peuvent être contents de souffler, mais perdent un peu de salaire, qui est alors payé en grande partie par l'État. Quant aux intérimaires, ils ne touchent rien.

Dopé par les aides de l'État, Stellantis organise sa production en fonction du profit maximum.

**Correspondant LO**



Luca De Meo.

## Hutchinson – Châlette-sur-Loing : à la source des profits

Depuis septembre 2020, plus d'une centaine de travailleurs ont quitté l'usine Hutchinson de Châlette-sur-Loing, dans le Loiret, suite à la décision de la direction de couper dans les effectifs. Mais, cela ne lui suffisant pas, elle a encore annoncé en mai dernier la suppression de 170 emplois entre fin 2023 et début 2025.

La direction a le culot de présenter cela comme une aubaine, car ce seraient des départs volontaires, mais il s'agit en réalité de licenciements. Les départs de 2021, retraites, préretraites et hypothétiques « créations d'entreprise », n'ont pas été remplacés. Les prochains ne le seront pas plus, alors que dans le même temps il y a encore à l'usine 150 travailleurs en intérim, qui parfois y travaillent depuis des années et espèrent une embauche.

L'organisation anarchique de la production, les composants ou produits qui n'arrivent pas, entraînent l'aggravation des conditions

de travail. Des heures supplémentaires sont annoncées au dernier moment. Parallèlement, dans certains secteurs, des jours sont chômés depuis la mise en place de l'APLD (activité partielle de longue durée). Dans l'atelier Raccords, c'est le cas deux jours par semaine, au Vélo le vendredi, tandis qu'à la préparation des mélanges, il y aura quatre semaines entières. Pour les travailleurs, c'est l'inquiétude de l'avenir, pour les patrons, c'est l'Assurance Pour Leurs Dividendes. Ils adaptent le travail à leurs besoins, mais en plus c'est l'État qui paie avec l'argent public. Venir moins souvent

à l'usine, ce n'est pas ce qui dérange, mais par contre voir son salaire déjà faible amputé de 200 à 300 euros alors que les prix s'envolent, c'est révoltant.

Les patrons invoquent toujours la baisse d'activité, que ce soit pendant la crise sanitaire, puis du fait de la pénurie de composants dans l'automobile, et maintenant avec le passage aux voitures électriques. Mais pourquoi serait-ce toujours aux travailleurs de payer pour l'organisation chaotique de cette société capitaliste ? Le groupe Total, dont fait partie Hutchinson, est passé de 10 à 20 milliards de profits en un an, c'est donc bien aux actionnaires et à eux seuls de payer la crise de ce système. Car tous ces milliards sont le fruit du travail et de la sueur des travailleurs, ils doivent servir à maintenir tous les emplois et à embaucher les intérimaires.

**Correspondant LO**



## Nos lecteurs écrivent Centre Pompidou : inquiétudes et colère

Je travaille au Centre Pompidou à Paris, l'un des plus grands musées nationaux, qui va fermer en 2025 pour d'importants travaux. Tous services confondus, accueil, entretien, billetterie, etc., nous sommes autour d'un millier de salariés à ne toujours pas savoir ce que nous allons devenir lors de cette fermeture. Beaucoup de ceux qui sont en CDI travaillent ici depuis de nombreuses années, et il est question de les redéployer sur des sites très éloignés, à Massy-Palaiseau par exemple, mais sans que rien de clair ne soit défini et encore moins de compensations prévues. Quant à ceux qui sont en CDD, c'est-à-dire environ un quart du personnel, leur sort n'est même pas évoqué et

le plus probable est que leurs contrats soient simplement arrêtés.

Depuis plusieurs semaines, plusieurs assemblées générales ont rassemblé jusqu'à 200 salariés, avec des journées de grève ponctuelles, et les discussions entre collègues vont bon train sur cette fermeture et sur les plans de la direction, quelle confiance avoir dans sa parole en cas de protocole signé, etc. Pour l'instant, elle fait traîner en longueur, prétend négocier un protocole avec les syndicats en espérant décourager tout le monde. Mais le mécontentement est bien là, et avant que la fermeture soit effective, la direction pourrait bien tomber sur un os.

**Un lecteur**

## Habitat: "le diable habite là"

Telle est la pancarte qu'une centaine de salariés de l'enseigne d'ameublement Habitat ont accrochée sur la grille du magasin de la rue du Pont-Neuf à Paris.

Ils représentaient les travailleurs des 26 magasins Habitat et du siège, où 75 % des 500 salariés étaient en grève vendredi 24 novembre, jour du Black Friday.

Le magasin de Paris, avec 20 salariés, fait partie des huit dont la fermeture a été annoncée. Mais ce que dénoncent les travailleurs est la menace de liquidation judiciaire, à terme, de l'enseigne. De repreneur en repreneur, ils ont même vu passer en 2015 l'ex-ministre PS Arnaud Montebourg, recyclé en vice-président en charge de l'innovation. Les travailleurs ont vécu une série de restructurations successives, avec leur lot de

fermetures et suppressions d'emplois.

Le patron actuel, qui annonce ces huit fermetures, a racheté l'enseigne en octobre 2020. Dès le printemps 2021, il a commencé à oublier de payer ses fournisseurs et ses loyers, mais surtout à fermer des magasins et supprimer des emplois. Habitat est ainsi passé de 60 magasins fin 2019 à 26 actuellement.

Les travailleurs rejettent ces nouvelles fermetures annoncées. Ils dénoncent le rôle de prédateur d'un patron spécialiste de la liquidation d'entreprises. Ainsi, en quelques mois en 2023, il a fermé 26 magasins d'habillement Burton of



London, liquidé l'enseigne San Marina avec 160 magasins de chaussures, et licencié 620 salariés. Et l'été dernier, il a obtenu la mise en redressement judiciaire

de l'enseigne de bijoux Orcanta qu'il avait reprise en 2021.

Les travailleurs d'Habitat ont donc toutes les raisons de se mobiliser contre

un patron bien à l'image de ce capitalisme pourrissant qui s'enrichit en détruisant des entreprises et des emplois.

Philippe Logier

## Timac – Tonnay-Charente: menaces pour la santé et les emplois

Le 9 novembre, l'entreprise Timac (groupe Roullier), qui produit des engrais à Tonnay-Charente, près de Rochefort, a été assignée au tribunal par quatre associations pour non-respect récurrent de la réglementation environnementale dans ses usines de Tonnay-Charente et Saint-Malo.

Les associations lui réclament 240 000 euros de dommages et intérêts pour préjudice écologique, suite à des rejets excessifs d'ammoniac

dans l'air, au non-respect des conditions de stockage de potasse et à une pollution au phosphate des eaux de ruissellement. En juillet 2023

déjà, une analyse des eaux rejetées par Timac dans la Charente les révélait très riches en arsenic.

Quant aux carottages effectués à la demande de l'agence régionale de santé dans les sols de la cité-jardin près de l'usine, ils ont montré des taux en zinc, cadmium, mercure et plomb bien plus élevés que la

norme. Des métaux lourds ont même été trouvés dans les cheveux des habitants. Mais, pour l'avocat de Timac, « le préjudice est inexistant et purement fictif ».

Timac, qui a réalisé un chiffre d'affaires de deux milliards en 2019, annonce maintenant un « plan de transformation » du site qui « impactera les effectifs ».

Les granulés d'engrais azoté se vendant moins, il est question de remplacer la production par de la logistique. Il est inadmissible que ce soit la cinquantaine de travailleurs du site qui en fassent les frais. Si Timac est condamné à payer, c'est aux actionnaires qu'il faudra présenter la note.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe   
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Ci-joint la somme de :  
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Loi Darmanin : Français, immigrés, une seule classe ouvrière !

Le 27 novembre, le projet de loi Asile et immigration, texte infâme encore durci après son passage au Sénat, est arrivé devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, pour une discussion sur les différents amendements proposés, avant d'être examiné par les députés à partir du 11 décembre.

Sur le fond, ce projet de loi vise à rendre les titres de séjour encore plus difficiles à obtenir, à faciliter les expulsions, et aboutira à précariser les travailleurs nouvellement arrivés en France, en leur rendant inaccessibles pendant des années les protections sociales et même l'accès à une aide médicale minimum. Les sénateurs LR, dans leur course pour avoir l'image la plus réactionnaire, ont ferrailé contre l'article 3 qui aurait, à leur yeux, favorisé une régularisation trop facile de travailleurs sans

papiers employés dans des métiers « en tension ». Un prétendu article de compromis numéroté 4 bis est donc apparu, qui ne laisserait pas aux seuls préfets la décision d'accorder ou non des permis de séjour.

Dans l'immédiat, ce sont en effet les travailleurs sans papiers en attente d'une régularisation qui sont visés. « Je suis fatigué », a témoigné il y a peu, dans un reportage de France 3 réalisé à Angers, un jeune cuisinier d'origine ivoirienne. Titulaire de son CAP, employé depuis un an et demi chez



un restaurateur qui souhaite sa régularisation, ses bulletins de salaire et ses cotisations sociales n'ont pas suffi à l'administration préfectorale, qui lui a opposé un refus pour « situation instable ». Cette double peine, refus des papiers qui permettraient de mener une vie normale et condamnation à devoir accepter des conditions de travail encore plus précaires, pénibles, et des salaires très bas, est le résultat direct des trente lois sur l'immigration votées depuis quarante ans. Selon l'estimation de la CGT, le durcissement qu'apportera la dernière mouture signifiera, pour les quelque 700 000 travailleurs sans papiers plus de difficultés à se faire payer, à voir ses droits reconnus comme tout

travailleur. Trouver un logement, pouvoir circuler sans la crainte continuelle d'un contrôle policier, ou encore être rejoint par sa famille, tout cela sera de plus en plus inaccessible.

Olivier Vêran, le porte-parole du gouvernement, prétend voir dans ces débats parlementaires d'opérette « la prise de conscience dans l'ensemble de la classe politique qu'il nous faut agir avec efficacité sur la question migratoire ». C'est l'affirmation scandaleuse, par un des hommes de paille de la bourgeoisie, qu'une des raisons des souffrances subies par la population laborieuse serait la présence en son sein d'une fraction immigrée, ô combien minoritaire d'ailleurs, puisque la France n'est classée que

15<sup>e</sup> des États de l'UE pour la proportion d'étrangers dans sa population.

Il n'y a pas plus de « question migratoire » qu'il n'y a d'intérêts communs entre les travailleurs de ce pays – d'où qu'ils viennent et depuis combien de temps – et les capitalistes et leurs représentants en politique.

La frontière, la vraie, passe entre les parasites des conseils d'administration, les actionnaires, les hauts fonctionnaires qui facilitent leurs affaires, et les travailleuses et travailleurs avec ou sans papiers, retraités, chômeurs ou actifs. Ceux-là, qui font tout fonctionner, sont les seuls à être indispensables à la société.

Viviane Lafont

**Contre le racisme  
et la loi Darmanin**  
**Pour la régularisation  
de tous les sans-papiers**

**Manifestation  
dimanche 3 décembre**

**À Paris, rendez-vous à Montparnasse  
à partir de 14 heures**

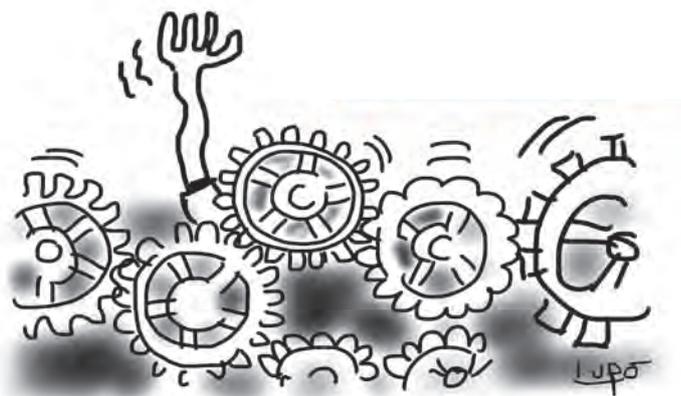
## Accidents du travail : l'exploitation tue

Trois millions de personnes meurent chaque année de maladies ou d'accidents liés au travail. Tel est le constat de l'Organisation internationale du travail, l'OIT, qui a présenté son rapport le 27 novembre lors de son 23<sup>e</sup> congrès.

Ce nombre est évidemment loin du compte, beaucoup de pays ne recensant pas les morts sur les chantiers, les usines, et encore moins celles des victimes de petits boulots parfois très dangereux. L'OIT estime en outre à 28 millions le nombre de travailleurs soumis au travail forcé. Quelle comptabilité fait-on sur les accidents mortels ou les maladies professionnelles qui frappent ces travailleurs ?

Mais, même si ce chiffre de 3 millions est minoré, l'OIT dénonce une estimation en augmentation de 5 % par rapport à l'année 2015. Cela traduit peut être

un meilleur recensement, mais aussi probablement l'accroissement de l'exploitation, le fait que de nombreux travailleurs sont en contact sans protection avec des produits chimiques toxiques qui engendrent des maladies mortelles. En France, les accidents mortels au travail sont en hausse depuis 2010, malgré des règles et des contrôles qui n'existent pas dans la plupart des pays. La recherche de rentabilité et le rapport de force entre le monde du travail et les employeurs sont en cause, ainsi que la dégradation de la situation économique des salariés.



Partout dans le monde, obtenir au moins de quoi survivre est un tel problème que les ouvriers jouent souvent avec leur vie, pendant que les patrons et les donneurs d'ordres détournent les yeux. Ainsi, lundi 27 novembre, onze mineurs ont encore trouvé la mort dans une mine de platine sud-africaine considérée

comme une des plus dangereuses. Le bilan de l'année 2022 est de 49 morts dans cette mine.

L'OIT espère voir s'améliorer la situation de la santé au travail, entre autres par des partenariats entre les trusts et les petits producteurs avec qui ils collaborent ou les travailleurs qu'ils embauchent. Un

accord vient d'être signé pour cinq ans avec la société ENI sur la santé et la sécurité au travail de 50 000 travailleurs du Kenya et 100 000 en Côte d'Ivoire. Les ouvriers agricoles ou les petits exploitants fournissent du caoutchouc et de l'huile de ricin aux bioraffineries d'ENI. Ce trust s'engage ainsi dans un domaine, l'agriculture, qui est parmi les plus mortels pour les travailleurs, mais encore faudra-t-il que cet accord soit suivi d'effet.

L'OIT souligne que l'objectif de son plan pour les six années à venir est de « donner la priorité à la santé des travailleurs » mais dans la société capitaliste, la priorité de la bourgeoisie est la hausse de ses profits, en contradiction avec la sécurité et la santé au travail.

Inès Rabah